



Paris, le 21 juin 2010

Contre les choix gouvernementaux : défendre un service public d'éducation pour la réussite de tous !

Alors que les premiers arbitrages pour le budget 2011 seront rendus à la fin du mois, le ministère de l'Éducation nationale a récemment transmis aux académies des documents destinés à permettre l'identification des futurs postes à supprimer.

Les fiches techniques diffusées montrent ainsi jusqu'où le gouvernement est prêt à aller après avoir déjà supprimé 16 000 postes dans l'Éducation nationale en 2010. La rentrée 2010 s'annonce pourtant d'ores et déjà difficile...

Laisser penser qu'il existe des marges de manœuvre pour supprimer des postes sans effets de dégradation du service public d'éducation, c'est être tout simplement coupé de la réalité des établissements scolaires et sourd face aux interpellations actuelles de tous les acteurs éducatifs.

A l'heure où les inégalités scolaires ne cessent de s'aggraver, il est scandaleux que le gouvernement ose prétendre lutter contre l'échec scolaire, l'absentéisme et la violence, tout en continuant à supprimer les moyens éducatifs et pédagogiques nécessaires à un encadrement de qualité, y compris des élèves les plus fragiles ou à besoins spécifiques. Tous doivent pouvoir en effet être accompagnés vers la réussite, et plus particulièrement encore à l'entrée dans les apprentissages. Il en va d'une certaine conception de l'égalité réelle, qu'un projet de société comme celui de l'éducation, se doit d'incarner.

Nous savons tous à quel point, dans un contexte de crise économique et sociale, l'investissement dans l'éducation est primordial. Une véritable ambition pour l'École ne peut exclusivement reposer sur l'engagement au quotidien des professionnels de l'éducation.

Il est tout aussi hypocrite que le gouvernement ose prétendre résoudre la crise et se préoccuper de la jeunesse de notre pays sans assurer l'effort nécessaire pour que les générations à venir bénéficient d'une formation de qualité.

Si le ministre tente de mettre en avant le principe de rationalisation, il ne trompera cependant personne. Ses « réajustements » soi-disant « techniques » découlent d'une

décision éminemment politique : celle qui vise à poursuivre aveuglément l'application à l'Éducation nationale du dogme du non remplacement d'un fonctionnaire sur deux.

Les personnels de l'Éducation nationale sont engagés au quotidien pour faire face aux difficultés, et c'est bien grâce à cet engagement que les écoles et établissements fonctionnent, évoluent malgré tout, pour répondre au mieux aux objectifs de la réussite de tous. Mais l'enseignement n'est pas qu'affaire de charisme : faire apprendre, transmettre des savoirs, une culture, des compétences ne peut se réduire à énoncer des discours devant un public plus ou moins attentif : des moyens pour la formation professionnelle, pour soutenir les innovations pédagogiques sont indispensables pour faire progresser l'École.

C'est pourquoi nous interpellons dès maintenant les parlementaires quant à la nécessité de se saisir du sujet pour qu'émerge un véritable débat politique et citoyen quant aux finalités et aux moyens de l'École.

C'est pourquoi nous invitons tous celles et ceux convaincus comme nous que l'État doit immédiatement cesser de mettre en cause les moyens du service public d'éducation, à se mobiliser pour combattre avec vigueur et fermeté cette saignée inacceptable et dangereuse !

Dans le but d'organiser une mobilisation vaste et unitaire dès la rentrée et pendant toute la période du débat budgétaire, nous décidons de nous réunir à nouveau avant la fin de l'année scolaire.